

Le Démocrate

PRIX : 3000 FG

N° 1103 DU MARDI 21 DECEMBRE 2021 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



P.4

Gouvernement

Mohamed Béavogui, un autre Premier ministre de façade !

Mamady Kaba sur Ndimba, met les pieds dans le plat

« On ne peut pas considérer que le 5 septembre est un crime organisé ! »

P.4

Transition

Ce que l'inter-coalition des partis politique propose au CNRD

P.2

Conseil des ministres

P.3

Le PM invite ses ministres à maîtriser leurs communications au grand public



P.5

Sekouba Konaté invite les guinéens à soutenir le colonel Doumbouya

« Il peut conduire valablement la Guinée »

Transition

Ce que l'inter-coalition des partis politiques propose au CNRD

Réunie le jeudi 16 décembre 2021, au siège de l'Union Démocratique de Guinée, l'inter coalition des partis politiques (ICP), s'est prononcé à travers une déclaration, sur les actes posés par le Comité National du Rassemblement pour le Développement depuis le 5 septembre dernier. Cette coalition dirigée par Mamadou Sylla a fait des propositions pour une sortie de crise en cette période de transition.



Bien que le CNRD a posé des actes "salutaires", l'inter-coalition des partis politiques veut être beaucoup plus exigeante en vers des nouvelles autorités. Plus de trois mois à la tête du pays, la junte n'a toujours pas fixée le délai de la transition. Et cette inter-coalition veut savoir combien de temps faut-il pour sortir de cette situation. C'est pourquoi, elle exige au CNRD de fixer lui-même le délai de cette transition en impliquant la

classe politique et le futur CNT. « Le CNRD n'a pas vocation ni la mission de lancer des programmes de développement. Il doit baliser le terrain pour les prochains dirigeants en matière de refondation de l'Etat, de la moralisation de la vie publique, de la protection de la fortune publique et de l'environnement très mal en point. L'ICP estime que c'est une bonne de discussion qui nous éviterait l'enlisement, les sanctions et l'inconnu », déclare le porte-parole du jour Fodé Mohamed soumah.

Concernant la fixation du délai de la transition, la Coalition des partis politiques (ICP) plaide à la junte militaire de fixer lui-même la date en associant les partis politiques. A l'en croire, il faut éviter un conflit d'intérêt en demandant aux membres du CNT de fixer les termes de leur contrat à durée déterminée. « Il a été recommandé que les élections soient programmées de la base au sommet, de coupler

les communales avec les législatives et organiser la présidentielle dans la foulée selon les délais impartis. Egalement de la mise en place une équipe pluridisciplinaire chargée d'amender la constitution de 2010 et la réactualiser pour la soumettre à référendum populaire. Effectuer le toilettage du fichier actuel par le passage des ayants droit devant les démembrés. Ensuite écraser les données non renseignées pour avoir un fichier propre. Enfin, ouvrir l'enrôlement à ceux qui ne figureraient sur les listes affichées et les citoyens en droit de voter en Guinée et à l'extérieur. Le recensement général de la population est sans doute nécessaire et utile, mais il doit être remis à plus tard dans le cas d'espèce. Le fichier actuel serait maîtrisé jusqu'au niveau du district et du quartier. Il resterait à le faire au niveau des familles », a-t-il laissé entendre.

Amadou Tidiane Diallo

CENI

Une dette de plus de 50 milliards de ses partenaires pèse sur l'institution...

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a une grosse dette sur ses épaules. Lors d'une visite le weekend dernier, du ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation au siège de la CENI, les travailleurs de l'institution ont fait savoir leur endettement qui s'élèverait à plus de 50 milliards de francs guinéens à ses partenaires.



« Nous voulons instaurer une véritable administration électorale qui pourrait servir non seulement l'organisation des élections politiques mais aussi de toutes sortes d'élections. Mais nous avons des difficultés », a annoncé le secrétaire général de la CENI.

Cette visite du ministre de l'Administration du territoire à la CENI visait à échanger avec les responsables de l'institution sur un certain nombre de points. Néanmoins, Mory Condé dit avoir noté les difficultés soulevées par l'institution en charge de gestion des

élections en Guinée. « La CENI nous a fait part d'une manne financière de plus de 50 milliards de francs guinéens qu'elle doit à des particuliers dans des contrats qu'ils ont déjà passés. J'ai instruit au DAAF de nous envoyer l'ensemble des documents y afférents afin de donner aux spécialistes pour nous permettre de faire un travail de qualité et de bien regarder le contenu de ces contrats avant d'engager l'État », a indiqué M. Mory Condé.

Amadou Tidiane Diallo

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Conseil des ministres

Le PM invite ses ministres à maîtriser leurs communications au grand public



Selon la ministre de l'Information, lors du conseil des ministres du jeudi 16 décembre 2021, le premier ministre a instruit les membres de son gouvernement à "maîtriser leurs communications au grand public".

Madame Rose Pola Pricemou rapporte que le ministre porte-parole du gouvernement doit s'en occuper de la communication afin d'éviter de causer de préjudice à l'État. « Monsieur Mohamed Beavogui est revenu sur la

question des communiqués ainsi que sur la communication gouvernementale. Il a attiré l'attention des membres du Gouvernement sur la nécessité de maîtriser leurs communications au grand public et de s'en remettre autant que possible au porte-parole du Gouvernement pour toute communication qui est de nature à exposer voire engager le gouvernement. Cette démarche permettra de ne pas porter préjudice à la communication

Gouvernementale », souligne la porte-parole du jour.

Par la même occasion, Mohamed Beavogui a invité les membres du gouvernement de « renforcer la cohésion de l'équipe gouvernementale et de continuer à travailler avec abnégation pour l'unité et le progrès socio-économique du pays », rapporte la ministre de l'Information et de la Communication.

Amadou

Guinée

L'aéroport de Gbessia baptisé Ahmed Sékou Touré



C'est un acte fort et controversé que le président de la Transition vient de poser. Le colonel Mamadi Doumbouya a baptisé le jeudi 16 décembre 2021, l'aéroport international de Conakry Gbessia, au nom du feu Ahmed Sékou Touré.

Cette information a été rendue publique sur les

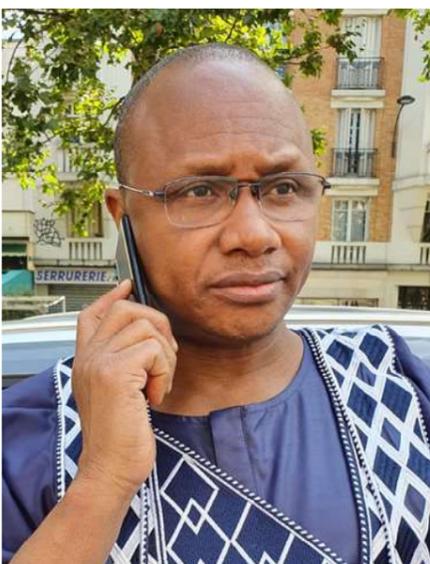
ondes des médias d'État. Désormais, l'aéroport porte le nom du père de l'indépendance à place de l'ancien nom de l'aéroport international Conakry-Gbessia.

Cet acte des nouvelles autorités est diversement apprécié sur les réseaux.

Amadou Tidiane Diallo

OGP

Mamadian Sidibé nommé directeur général



Communication. Le colonel Mamadi Doumbouya a également gratifié le poste de directeur général de l'Office guinéen de la publicité à Mandian Sidibé.

De retour en exil en France après le coup de 05 septembre dernier, l'ancien directeur général de la radio Planète FM peut désormais souffler du bon vent. Ce journaliste était l'un des plus farouches opposants du président déchu, Alpha Condé durant ses 11 ans de règne.

Amadou Tidiane Diallo

A travers une série de décrets lue à la télévision nationale le mercredi 15 décembre 2021, le président de la Transition a procédé à la nomination de plusieurs cadres au ministère de l'Information et de la

Labé

Les cours arrêtés dans plusieurs écoles privées à cause de plusieurs vidéos sextapes

Les cours ont été arrêtés dans plusieurs établissements scolaires dans la commune urbaine de Labé dans la matinée de ce samedi 18 décembre 2021 plus précisément aux environs de 10 heures. À l'origine de l'arrêt spontané des cours dans ces établissements scolaires, des sextapes de jeunes élèves issus de ces établissements qui ont fuité la nuit dernière. Pour montrer leur indignation face à ces images obscènes, les manifestants ont décidé de se rendre dans les différentes écoles de ces jeunes filles pour les sortir des salles de classe. « Ces petites filles salissent l'image de toute la ville. Elles

se permettent de faire des vidéos pour des gens qui résident en Europe à cause d'un iPhone pour certaines et de l'argent pour d'autres. Ces images choquent tout le monde, vous voyez des petites collégiennes nues à visages découverts ça c'est inacceptable. Comme on connaît ces filles, c'est pourquoi nous sommes sortis pour aller chasser ces filles dans leurs écoles », nous a confié Alpha Ousmane Bah, l'un des manifestants.

Sur place, une équipe mixte, composée de la

gendarmerie et de la police est intervenue pour rétablir l'ordre sans usage de gaz lacrymogène. Des enquêtes sont ouvertes par la police pour tirer au clair dans cette affaire qui fait grand bruit dans la cité.

A rappeler que ces jeunes filles n'ont pas été arrêtées, ni convoquées pour l'heure. Cependant plusieurs internautes publient l'image d'un adulte qui seraient selon eux, celui qui demande ces images à ces jeunes filles en contrepartie de l'argent et des iPhones.

Guinee7.com

Gouvernement

Mohamed Béavogui, un autre Premier ministre de façade !

La rebaptisation de l'aéroport international de Conakry est la dernière illustration du manque de considération du Conseil national du rassemblement pour le développement (CNRD) en vers son Premier ministre.



Mohamed Béavogui est un autre chef de gouvernement de façade que la Guinée est entrain de connaître. Depuis sa nomination, peu de ses propositions ont bénéficié de l'onction des putschistes du 5 septembre.

Même certains attributs que lui confère la charte de la transition sont usurpés. La nomination des membres du gouvernement, dont la majorité n'est pas issue de ses propositions en est une illustration.

Récemment aussi, après avoir annoncé à la CEDEAO, la mise en place du Conseil national de la transition (CNT), avant la fin de l'année 2021, Mohamed Béavogui s'est vu une nouvelle fois contredit par les tombeurs du régime Condé. Car deux jours après sa sortie, le CNRD s'est fendu d'un communiqué, dans lequel il désavoue le Premier ministre, indiquant qu'il n'est pas possible d'avoir le CNT (organe législatif de la transition) avant la fin du mois de décembre.

Mais le natif de Mamou n'est pas le premier patron de la primature à se retrouver dans cette position. En Guinée, rares sont ces premiers ministres qui ont eu un minimum d'indépendance. D'ailleurs depuis l'indépendance du pays en 1958, seul

François Louceny Fall (Premier ministre du 23 février au 24 avril 2004) qui a démissionné de ses fonctions.

La nomination d'un Premier ministre, chef du gouvernement, fonction consacrée dans la constitution (ou charte), n'est juste qu'une mise en forme. Puisqu'en réalité, tout se décide au niveau du chef de l'Etat et son entourage.

Sadjo Diallo

Mamady Kaba sur Ndimba, met les pieds dans le plat

« On ne peut pas considérer que le 5 septembre est un crime organisé ! »

Dans l'émission Cartes sur table du jeudi 16 décembre sur NDIMBA radio (100.1FM), Mamady Kaba, président de la Ligue pour les droits et la démocratie en Afrique (Lidda) a donné son avis sur les premiers actes posés par le CNRD.

Pour Mamady Kaba, la situation qui prévaut en Guinée depuis le 5 septembre 2021, augure de bonnes choses. « Aujourd'hui encore nous sommes rassurés par les actes posés dans le cadre de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite et tous les autres. Chaque acte posé nous donne espoir quant à la rupture, quant à la nouvelle Guinée, cette Guinée qui était souhaitée. Quand le président Alpha Condé est arrivé au pouvoir en 2010, c'est cette Guinée là que tout le monde espérait. Vous avez suivi les jours et semaines qui ont suivi, la peur s'était emparée des cadres et les gens avaient commencé à changer eux-mêmes. Malheureusement le système a été plus fort que lui (Alpha Condé), et on n'a pas pu obtenir les résultats espérés. Mais aujourd'hui, nous sommes en train de les obtenir. Je vous assure, si la Guinée continue sur ce chemin, il va falloir prendre un Visa pour venir



en Guinée », a-t-il déclaré. Pour ce qui est des victimes du coup d'Etat du 5 septembre, le militant des droits de l'homme conseille à leurs familles qui disent n'avoir pas vu les corps de leurs parents de « s'organiser et écrire au CNRD pour que des évolutions soient connues dans le dossier. Mais on ne peut pas en matière de droits de l'homme considérer que le 5 septembre est un crime organisé », affirme-t-il. L'ancien président de

l'Institution Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (INIDH), a estimé par ailleurs que le délai de trois mois pour organiser le procès des « massacres du 28 septembre » est à revoir. « Je pense que le délai n'est pas tenable et je pense qu'il y avait une mauvaise volonté politique, l'environnement a changé. Puisqu'il y a un nouvel environnement, je pense qu'il faut faire en sorte qu'il y ait un procès juste et équitable », a-t-il conclu.

Thierno Abdoul Barry

Kankan

Une école cambriolée, plus de 2 millions de cotisation parentale emportés

A Kankan, les concessions scolaires ne sont pas épargnées par le vol. Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 décembre 2021, des inconnus se sont introduits dans la direction de l'école primaire 02 octobre située dans le secteur 2 du quartier Senkèfara.

Ils ont réussi à s'enfuir avec la caisse de l'établissement qui contenait selon les responsables une somme de 2 millions 100 milles GNF et une clé USB contenant d'importants documents administratifs.

Rencontré ce matin au sein

du dit établissement, le premier responsable Daye Kaba revient sur les circonstances dans lesquelles, il a retrouvé son bureau.

« Je suis venu trouver ce matin que mon bureau était ouvert. Automatiquement je suis rentré et j'ai trouvé que mes effets étaient désordonnés et dispersés un peu partout. J'ai donc alerté mon président de l'association des parents d'élèves, les responsables du quartier et les médias. Ils ont emporté tout l'argent qu'on avait ici. En tout, c'est 2.100.000 GNF. Mais ils ont emporté ma clé USB dans

laquelle je stockais tous les documents de l'école. Pour le moment, c'est ce que j'ai pu constater », a-t-il confié.

Parmi tant d'insuffisances en termes d'infrastructure, les responsables de cette école, pensent que c'est le manque de clôture qui a permis aux cambrioleurs de pénétrer dans l'établissement. Alors dans son cri de cœur, le directeur demande l'assistance des autorités locales.

« Il faut que les autorités locales nous aident à avoir une clôture. Parce que quand une école est clôturée, ça évite beaucoup ce genre de

situation. Car pendant la nuit, notre école devient un nid pour les voyous qui viennent de ce quartier ou d'ailleurs. Avec le responsable de l'association des parents d'élèves, on a beau militer contre ça. Donc je demande vraiment à avoir une clôture ici, et par ailleurs une augmentation en termes de salle de classe », a-t-il sollicité.

A noter que le cambriolage dans les établissements scolaires n'est pas un fait nouveau à Kankan.

Cheick Mamady Condé

A Coyah, colonel Doumbouya déclare la guerre à la Covid-19

« La vie de tous les Guinéens compte »

Le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, accompagné de son épouse, du Premier ministre Mohamed Béavogui, du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Mamadou Péthé Diallo, des partenaires techniques et financiers, a procédé au lancement officiel, ce lundi 20 décembre, à la campagne d'accélération de la vaccination contre la Covid-19, dans la préfecture de Coyah, située à 50 km de la Conakry.



Prenant la parole, le Président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, qui est à sa toute première sortie dans une préfecture de la Guinée, a remercié les braves populations de Coyah avant de procéder au lancement officiel de ladite campagne. « Au nom du peuple de Guinée, je déclare officiellement le lancement de la campagne accélérée de la vaccination de la Covid-19 sur toute l'étendue du Territoire national. A ce titre, j'exhorte tout un chacun à se faire vacciner pour arrêter cette pandémie en République de

Guinée. Ensemble, nous pouvons réussir. Vous savez bien que la pandémie est là, il faut donc combattre cette pandémie. »

Poursuivant, le président de la Transition a réitéré ceci : « Pour moi, la vie de chaque Guinéen compte. Chaque guinéen est important à mes yeux. Si le 05 septembre, nous avons décidé d'aller à la mort pour sauver le pays, pour sauver la patrie, c'est parce que la vie de tous les Guinéens compte. Moi-même, je vais me vacciner, je le ferai tout de suite, parce que pour moi elle existe cette pandémie. Et, croyez au système, c'est un

système le plus développé pour mettre fin à cette pandémie. Nous devons nous vacciner tous (...) parce que tous ensemble on peut lutter et arriver. Donc, je compte sur vous, je vous remercie », a-t-il conclu. Avant de rentrer à Conakry avec sa suite, le président de la transition et du CNRD, le colonel Mamadi Doumbouya s'est fait administrer une dose de vaccin contre la covid-19, une manière pour lui d'inviter tous les Guinéens à lui emboîter le pas.

Mediaguinee.com

Fodé Bangoura

« Quand Lansana Conté a pris le pouvoir en 1984, il a mis 1 an pour sortir un discours qui était une charte »

Le samedi 18 décembre, les responsables du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) se sont réunis au siège du parti à Conakry, pour discuter des derniers réglages du « Fidawou » marquant le 13^e anniversaire de la disparition du feu le général Lansana Conté, ancien président de la République de Guinée, décédé le 22 décembre 2008.

À sa prise de parole, le Président du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), ancien parti au pouvoir, Elhadj Fodé Bangoura, a précisé que ce n'est pas une fête, c'est une cérémonie de recueillement, de lecture du Saint Coran et de prière pour le repos de l'âme du général Conté.

« Ce Général n'a jamais dit de prier pour lui mais de prier pour les Guinéens puisque je suis Guinéen. Quand vous priez pour les Guinéens, vous priez pour moi aussi. Durant ces 24 heures au Lac, on ne va pas parler de politique là-bas, parce que la politique divise les Guinéens. Tout le problème ici, c'est qu'il y a des gens qui se couchent, qui se réveillent, qui mangent, qui marchent et qui se recouchent politique. Puisque chacun a son agenda, a sa manière là-bas. Nous voulons la

communauté. La seule particularité, on ne va pas en politiciens, nous partons tous en citoyens guinéens, parce qu'on est citoyen avant d'être militant. », a-t-il suggéré.

Cette Assemblée Générale a été l'occasion aussi pour le président du PUP de rappeler les années de règne de l'ancien président de la Guinée sous la deuxième république. « Quand il [Général Lansana Conté, ndlr] a pris le pouvoir en 1984, il a mis 1 an pour sortir un discours qui était une charte, c'est le discours du 22 décembre 1985. Et si vous reprenez ce discours, il est d'actualité et on a écrit une loi fondamentale. Si vous regardez les dispositions de cette loi, il y a deux partis », a-t-il précisé.

Pour finir, l'ancien Secrétaire Général à la Présidence sous Lansana Conté a rappelé ceci : « Lansana Conté était un sage, quelqu'un qui savait tolérer, quelqu'un qui disait je suis Guinéen, je connais les Guinéens et je sais ce qu'ils veulent. Malheureusement, il ne pouvait pas tout faire. Montrez-moi un dirigeant qui a pu solder tous les problèmes, qui a tout réglé de son vivant et qui a fini de construire son pays. Il n'y en pas. C'est progressif, c'est évolutif. Ce qu'il a pu faire, il l'a fait. Que chacun joue sa participation. En 10 ans, on ne peut finir de construire une nation. » Il faut retenir que cette commémoration, qui se tient le 22 décembre de chaque année, est à sa 13^e édition.

Mamadou Yaya Barry

Sekouba Konaté invite les guinéens à soutenir le colonel Doumbouya

« Il peut conduire valablement la Guinée »



Après plus de 10 ans d'absence, l'ancien président de la transition, le général à la retraite Sekouba Konaté est rentré au pays samedi. L'ex-

commandant des forces africaines en attente a appelé les guinéens à s'aligner derrière le colonel Mamadi Doumbouya. Dès sa prise de parole,

l'ancien numéro 3 du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNRD) s'est dit heureux de fouler le sol guinéen après plus d'une décennie d'absence. « Je remercie Dieu le Tout Puissant qui m'a donné la santé. Je remercie très sincèrement le président de la République, chef de l'état, commandant en chef des forces armées, le colonel Mamadi Doumbouya d'avoir eu l'esprit patriotique, humain et conscient », déclare le

général Konaté.

Il poursuit en demandant au peuple de Guinée de soutenir le tombeur d'Alpha Condé.

« Je demande aux guinéens de rester derrière le commandant en chef des forces armées, le président de la République colonel Mamadi Doumbouya », lance-t-il à l'endroit de ses compatriotes à qui il indique le pensionnaire du palais Mohamed V est « un monsieur qui peut conduire valablement la Guinée ».

Salimatou BALDE

Détention illégale de Commandant AOB

« ...Qui a intérêt à ce qu'il continue de rester en prison ? » (Me Bea)



La détention illégale de l'ancien aide de camp de feu Général Lansana Conté est très mal perçue par un de ses avocats. Dans un entretien qu'il a accordé à

mosaieguinee.com Me Salifou Béavogui dénonce des individus tapis dans l'ombre qui n'ont pas intérêt à voir commandant AOB recouvré sa liberté

confisquée depuis juillet 2011, plus de dix ans après l'attaque du domicile privé de Pr Alpha Condé à Kipé. Me Bea plaide en faveur de sa libération et invite le

CNRD à examiner son cas avec indulgence.

« Tous les jours qui passent, il faut dire que l'angoisse et l'inquiétude grandissent. En tant qu'un de ses avocats, je ne sais pas à quel niveau il y a le blocage ? J'ai cherché, recherché mais je n'ai pas trouvé pour le moment. Je sais que ça existe mais je ne sais pas c'est à quel niveau il y a le blocage parce qu'aujourd'hui il suffit d'ordonner, la justice va s'exécuter. Je prends par exemple les nombreuses libérations qui ont eu lieu dès après la prise du pouvoir. Je ne sais pas qui a intérêt à ce que le commandant AOB continue de rester en prison ? Je ne vois pas la personne mais peut-être que cette personne existe mais je ne

la vois pas. Donc, j'aurai vraiment souhaité qu'on examine son cas avec bienveillance. Parce qu'avec son cas, même si on engage des procédures, nous savons déjà davantage que ces procédures ne vont pas prospérer malgré leur pertinence. Donc le seul espoir que nous avons, c'est par rapport aux nouvelles autorités. Je leur demande d'accepter de le libérer », a lancé l'avocat dans cet entretien qu'il a accordé à un de nos reporters.

Il faut tout de même rappeler que la décision condamnant l'officier militaire dans l'affaire dite « attaque du domicile privé d'Alpha Condé en juillet 2011 » avait été cassée par la cour suprême le 27 mars 2017.

Mosaieguinee.com

Mohamed Sogoboly

« colonel Doumbouya et Général Conté ont en commun l'idéologie de la paix... »

Face à la presse ce lundi 20 décembre 2021, Mohamed Sogoboly Bangoura, président du mouvement Conteïste, s'est exprimé sur les préparatifs de la commémoration de la 13ème année du décès du président Lansana Conté, ancien président de la République de Guinée.

Tout d'abord Mohamed Sogoboly Bangoura, a précisé que son mouvement est apolitique, né de la volonté de perpétuer les hommages à feu Général Lansana Conté qui, dit-il reste pour eux un homme de paix.

« C'est lui qui a instauré les bases de la démocratie en Guinée », a indiqué le président des Conteïstes, avant de faire le point de la particularité de cette année. « Il y a 13 ans que ce grand homme nous quittait. Cette année, la commémoration de son décès intervient sous un nouveau régime dirigé par le Président Colonel Mamadi Doumbouya que nous remercions ici pour les hommages qu'il a rendu à l'ancien Président. Vous vous souviendrez de son recueillement sur la tombe de Lansana Conté quelques jours seulement après la prise du pouvoir par l'Armée », dit Mohamed

Sogoboly Bangoura.

Le président des Conteïstes ajoute ensuite que l'actuel chef de l'Etat guinéen et feu Général Lansana Conté, ont certains points en commun.

« Pour nous, le Général Lansana Conté et le Colonel Mamadi Doumbouya sont deux hommes d'Etat qui ont beaucoup de points communs. Entre autres, ils ont en commun l'idéologie de la paix. A différentes occasions, ils ont su éviter à ce pays un bain de sang, et posé des actes qui ont apaisé le climat sociopolitique lorsque celui-ci était tendu. Les deux hommes se sont révélés également comme des gardiens de l'héritage de Sékou Touré, le père de l'indépendance de ce pays. Conté baptisa notre palais présidentiel Sékhoutoureira et ordonna à travers un décret pris en 1994 la restitution des biens de



Sékou Touré. Voilà que le colonel Mamadi Doumbouya vient de restituer les mêmes biens et de rebaptiser l'aéroport de Conakry, Aéroport International Ahmed Sékou Touré », a indiqué Mohamed Sogoboly Bangoura.

A noter que les Conteïstes, prévoient à l'occasion des

13 ans de commémoration du décès de Lansana Conté, une cérémonie de sacrifice et lecture du Saint

Coran à Tanéné Bouramaya.

Al Hassan Djigué

Billet

Le pouvoir corrompt. Cela est si vrai que la plupart des chefs d'Etat ne peuvent y échapper. En tout cas, Sékou Touré, ce héros de l'indépendance guinéenne ne fut-il pas en même temps l'un des pires dictateurs de l'Afrique indépendante ?

Walaoulou BILIVOGUI

Un ex-ministre au colonel Doumbouya

“En glorifiant Sékou Touré, on est en train de faire l'apologie de la torture”

Boubacar Barry, ancien ministre de la pêche et membre de l'association des victimes du camp Boiro (AVCB), estime que la décision du colonel Mamadi Doumbouya de donner le nom de l'aéroport de Conakry à Sékou Touré est inacceptable. Il promet que son association usera de tous les moyens légaux pour contester le décret du président de la transition.



Ce proche de Sidya Touré espérait que l'arrivée du colonel Doumbouya allait poser les galons d'une véritable réconciliation

nationale en Guinée. “Ce qu'on avait espéré avec l'avènement du CNRD, comme on le dit dans la refondation ou la

rectification, c'était de relancer le dossier de la commission provisoire sur la réconciliation nationale proposé par les religieux. Le

rapport a été déposé sur la table de l'ancien président Alpha Condé qui malheureusement ne l'a pas exploité”, rappelle Boubacar Barry.

Après la rebaptisation de l'aéroport de Conakry au nom de Sekou Touré, l'ancien ministre Boubacar Barry prévient que les victimes du camp ne resteront pas les bras croisés.

“Aujourd'hui, on est en colère. C'est une situation que nous ne pouvons pas accepter. Au-delà des déclarations, on va s'organiser au sein de toutes les associations qui sont préoccupées par la défense des droits humains pour porter ce dossier devant la justice”, indique-t-il.

Parce que, dit-il, “en glorifiant Sékou Touré, on

est en train de faire l'apologie de la torture, du crime et de l'impunité. C'est une façon de troubler la cohésion nationale. On sent bien que c'est un sujet qui divise”.

“C'est un véritable poignard qu'on nous a donné dans le dos. Nous n'accepterons pas cela et nous allons mener tous les combats qu'il faut à commencer par une procédure judiciaire. Qu'elle prospère en Guinée, c'est tant mieux”, ajoute M. Barry. “Si ce n'est pas le cas, il y a des juridictions spécialisées au niveau sous-régional. Nous irons jusqu'au bout. On ne peut pas accepter que le CNRD et son président fasse l'apologie du crime, de la torture”, poursuit-il d'un ton ferme.

VisionGuinee.Info

Colère

Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ? (Par Tierno Monénembo)

C'est la question angoissante que tout le monde se pose dans cet exaspérant pays, cette contrée des rendez-vous manqués dénommée Guinée. En ce moment crucial où tout est possible, la rédemption aussi bien que le déluge, les Guinéens se souviennent amèrement du « Non » héroïque, de Sékou Touré, du coup d'Etat salutaire de Lansana Conté et du fol espoir suscité par l'avènement de Dadis Camara. Ils savent, dans les trois cas ce que cela a donné : rien que sang, rien que misère, rien que discorde et cacophonie ! Ne parlons pas d'Alpha Condé qui lui, n'a jamais rien eu d'autre à offrir que ses frustrations de jeunesse et sa noirceur de cœur.

Le Lieutenant-Colonel Doumbouya saura-t-il nous éviter les écueils du passé, ou comme ses sinistres prédécesseurs nous replongera-t-il dans le purin ? L'avenir le dira. En attendant, les signaux que nous avons reçus de ses trois mois de commandement suffisent à nous donner une idée de sa personnalité, de sa logique

et de ses intentions. Sa personnalité ? Plutôt sympathique ! Sa logique ? Elle tarde à se révéler. Ses intentions ? Plutôt bonnes pour l'instant, même si l'on sait que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

La nomination à des postes honorifiques de Bouréma Condé et d'autres caciques de l'ancien régime nous est

apparue comme un recyclage camouflé (on nous avait pourtant juré qu'il n'y aurait pas de recyclage !) Le traitement de faveur dont bénéficient Alpha Condé et de ses sbires passe comme une provocation aux yeux du peuple de Guinée en général et des familles de ceux qu'ils ont froidement assassinés en particulier.

Que ces gens ne soient ni torturés ni humiliés, je veux bien. La Guinée doit en finir définitivement avec la barbarie politique ! Mais, ils doivent être soumis à un minimum de contrainte. Après tout, ces malfrats ont pillé ce pays, mitraillé des innocents et savamment orchestré la division nationale. C'est un scandale que ces bourreaux soient traités comme des citoyens ordinaires, libres de leurs mouvements sans peur, sans reproche, sans inquiétude. Dans cette affaire, la responsabilité de la junte est immense. Notre Lieutenant-Colonel et son gouvernement doivent rassurer les Guinéens. Il est urgent de leur déclarer solennellement ceci : « Pour rien au monde, les crimes et les délits dont vous avez été victimes ne resteront impunis. » Laisser les Guinéens se faire justice eux-mêmes, ce serait ouvrir les portes du pays à tous les vents mauvais ! L'arbre de la paix ne pousse que sur le terrain de la justice. La Guinée est un pays doté de tout. La justice est le seul

trésor qui lui manque. Mais ce n'est pas cela seulement qui nous inquiète. Trois mois après le putsch, on est en plein brouillard. Toujours rien de clair et sur le délai de la Transition et même sur la composition du CNRD. Là-dessus, le Lieutenant-Colonel Doumbouya doit nous édifier tout de suite. Un gouvernement qui avance masqué est un gouvernement qui a des choses à cacher. Terminons malgré tout, cette chronique sur une note optimiste. Après le cimetière de Bambéto, notre beau légionnaire est allé se recueillir au mont Kakoulima où des personnalités aussi prestigieuses que Barry Diawadou, Fodéba Keïta et Kaman Diaby ont été froidement exécutées par le régime sanguinaire de Sékou Touré. Un geste qui honore hautement son auteur.

Enfin, un président guinéen qui a du cœur ! Ne serait-ce que pour cela, tous les rêves sont permis.

Tierno Monénembo

Opinion

Le pouvoir, le péché et la malédiction (Par Aliou Bah)

Il n'est pas nécessaire d'être très intelligent pour comprendre certaines lois de la nature. Par exemple, le bon sens peut suffire par savoir qu'au-delà du sommet n'existe pas. Cela voudrait dire que lorsqu'on atteint le maximum de son ascension (la borne infranchissable), on doit penser au temps qu'on y mettra et surtout la manière par laquelle on redescend.



C'est à ce niveau qu'il y a la différence entre la descente et la chute. La première est volontaire, planifiée et respectable, tandis que la seconde est obligatoire, humiliante, surprenante et souvent brutale.

Il se dit que dans la plupart des cas, la manière de finir sa vie résume la façon dont on l'a réellement vécu. Il existe tellement d'exemples, qu'on a l'impression que Dieu nous enseigne chaque seconde sur les conséquences de nos actes pour nous convaincre de réfléchir avant de les poser. Le pouvoir politique a toujours tendance à faire oublier à ses détenteurs qu'ils sont mortels, donc faillibles. Cela s'illustre par le fait qu'ils fassent du tort aux innocents en leur privant la jouissance des ressources publiques et par la confiscation de leurs droits et libertés. Pire, certains ne s'empêchent pas d'en massacrer pour s'en moquer à travers des justifications inhumaines.

Mais à la fin de tout, Dieu, l'incarnation de la patience, leur rappelle qu'il est le seul puissant et éternel. Malgré leur accumulation de privilèges et d'influence, il en fait des moins que rien.

En dépit de cette logique constante, certains marcheront toujours sur leurs pas sans en tirer les leçons. Comme quoi, il faut du tout pour faire le monde : des maudits, des riches, des heureux, des tocards, des intelligents, des idiots, des suivistes etc.

Libre à chacun de choisir son chemin et certainement sa finalité car l'essentiel n'est pas de disposer d'un pouvoir; c'est plutôt de savoir s'en servir humainement et le quitter avant qu'il ne vous quitte.

Enfin, le pouvoir donne de l'influence et des moyens d'action à ses détenteurs, mais le péché et la malédiction empêchent d'en avoir les honneurs y afférents.

Aliou BAH
Président du parti MoDeL

Transition/ma nouvelle philosophie « Aller susurrer mes vues à ceux qui décident » (Ibrahima Sanoh)

Être Ministre en période de transition est une grande prise de risque. Les transitions en raison de leurs durée et des contraintes qui lui sont propres révèlent peu les grands esprits qui, bien souvent confondent l'urgent et l'important. Alors, ceux qui sont nommés ministres doivent être aidés afin qu'ils réalisent les réformes que nous croyons essentielles.

Il y a quelques semaines, à travers l'initiative d'un ami, je suis allé voir le Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat. Pendant 5 minutes, je lui ai dit qu'il a la charge de trois ministères importants fusionnés. Je lui ai dit qu'il y avait des choses à faire. Il m'a écouté et entendu. Il m'a alors demandé de lui faire part de mes vues et m'a rassuré qu'il les lira. Il s'est montré très humble et respectueux à mon endroit. Cela rassure qu'il réussira.

Oui, 5 minutes de conversation. Je ne me plains pas trop dans un bureau climatisé. Aussi parce que cela suffit pour dire l'essentiel.

Plus tard, je lui ai fait part de mes vues et, avec beaucoup de respect, il les a reçues. Voilà ma nouvelle philosophie : « Aller susurrer mes vues à ceux qui décident. »



Mes services sont bénévoles. Le mieux que je pourrai, je les offrirai à ceux qui voudront les recevoir. Mon approche est aussi désintéressée car je ne désire ni nomination ni rien. Le contenu du document

que je produis en guise de recommandation ne sera jamais public et n'aura jamais la mention de mon nom. Un simple papier avec des idées de réformes.

Ibrahima Sanoh

Éthiopie

Le retrait des rebelles tigréens est désormais officiel

Alors qu'ils reculaient face à la contre-offensive gouvernementale, les insurgés ont complètement quitté les territoires qu'ils occupaient dans les deux provinces voisines, Afar et Amhara. Les forces de défenses tigréennes sont désormais de retour au Tigré et se disent prêtes à négocier la paix avec Addis-Abeba. Pour cela, elles en appellent aux Nations unies.

« Ce retrait représente une ouverture décisive pour la paix », selon le leader des forces tigréennes Debretsion Gebremichael dans une lettre adressée aux Nations unies. Il y décrit le repli de ses soldats comme une façon de respecter les appels de la communauté internationale à un désengagement de ses forces **des régions Afar et Amhara**. Il propose désormais à l'ONU de mettre en place un cessez le feu,

le retour de l'aide humanitaire, et de travailler à un mécanisme de paix.

Une diversion?

Mais ce retrait est-il vraiment volontaire et le *leadership* tigréen est-il véritablement prêt à négocier la paix ? Selon le gouvernement d'Addis-Abeba, cette annonce serait plutôt une diversion qui fait suite à une série de défaites militaires. Car bien que Debretsion Gebremichael assure que ses forces sont intactes, les

capacités militaires des insurgés ont souffert face aux nombreuses frappes de drones de l'armée fédérale. Reste qu'aujourd'hui, l'espoir est permis pour la mise en place d'un cessez-le-feu. Car pour la première fois depuis un an, les différentes forces occupent chacune leurs territoires respectifs, ce qui était l'une des conditions préalables à des négociations.

Source : rfi.fr

Santé... Santé... Santé...

Connaissez vous la règle des 3V, très simple pour bien manger ?

Il existe une règle simple pour permettre d'équilibrer son alimentation sans trop de difficulté : la règle des 3V, explications.



Comment peut-on faire pour bien s'alimenter, sans trop se compliquer la vie ? Saviez-vous qu'il existe une règle, dite des «3V» qui

permet d'avoir une alimentation variée, végétale et sans trop de produits transformés. Elle est expliquée par Anthony

Fardet, chercheur à l'unité de nutrition humaine de l'université de Clermont-Auvergne, auteur de «Halte aux aliments ultra-transformés ! Mangeons vrai», dans un article paru sur le site The Conversation. Les 3 V veulent simplement dire : «vrai» (en contradiction avec des aliments déjà transformés par l'industrie), «végétal» pour renforcer l'apport de produits végétaux face aux produits d'origine animale, et «varié», qui renvoie surtout au fait de consommer local, de respecter les saisons. Le chercheur précise que pour le «vrai», on peut compléter en faisant attention à ne pas ajouter trop de sucre, ni de

sel, ni de gras à ses plats, manger plutôt du solide que des produits liquides et choisir des farines complètes.

Des règles faciles à respecter

Pour rappel, un aliment ultra-transformé, c'est une glace, un bonbon, un burger, un soda... Un aliment transformé, c'est du fromage, du pain, un plat préparé. Un aliment non transformé, brut, c'est du poisson, des légumes, des fruits, des céréales...

Quelques règles viennent aider pour avoir un régime le plus complet possible, qu'il s'agisse de ce que l'on mange ou de la façon dont on vit. Il y a des choses que l'on peut augmenter

autant que l'on veut, comme les fruits, les légumes secs, l'activité physique, les fruits à coque, ou encore les plats préparés à la maison.

Au contraire, des choses que l'on évite le plus possible, comme les produits dont le nutri-score n'est pas bon (C,D,E...), on tend à diminuer la consommation de viande (charcuterie comprise), le sel, le sucre, l'alcool,... Et on s'oriente vers une plus grande consommation de certains produits : comme l'huile de colza, de noix, d'olive, des aliments de saison (et bio), des poissons gras, des produits laitiers (mais pas trop !).

Source : The Conversation

Arthrose ou arthrite ?

On vous apprend à faire la différence

L'arthrose et l'arthrite sont deux maladies de la famille des rhumatismes. Mais il ne faut pas les confondre : l'arthrite est une inflammation des articulations, alors que l'arthrose est une maladie dite «mécanique». On vous explique.

Pas facile de différencier l'arthrose de l'arthrite. Et pour cause : ces deux pathologies appartiennent à la famille des rhumatismes, elles concernent toutes deux les articulations et entraînent toutes les deux des douleurs parfois invalidantes. Pourtant, elles sont bel et bien différentes : l'arthrose est une maladie «mécanique» alors que l'arthrite est une inflammation articulaire. Les signes physiques et biologiques, les causes et les traitements de ces deux maladies sont donc très différents.

L'arthrite : une inflammation de l'articulation

L'arthrite est une inflammation de l'articulation, qui entraîne la sécrétion de quinines, des substances qui détruisent petit à petit l'articulation. Elle occasionne des douleurs surtout au repos (notamment la nuit), qui peuvent diminuer lors d'une activité physique ou d'un

«déroutillage» matinal. Elle concerne principalement les articulations des mains et des pieds.

L'arthrite peut avoir une cause infectieuse (arthrite septique), immunitaire (la polyarthrite rhumatoïde) ou même métabolique (la goutte). Parfois, elle accompagne aussi un psoriasis : on parle d'arthrite psoriasique. La déformation de l'articulation est dite «chaude», car elle s'accompagne de signes physiques comme des rougeurs ou un échauffement local.

Comment ça se soigne ?

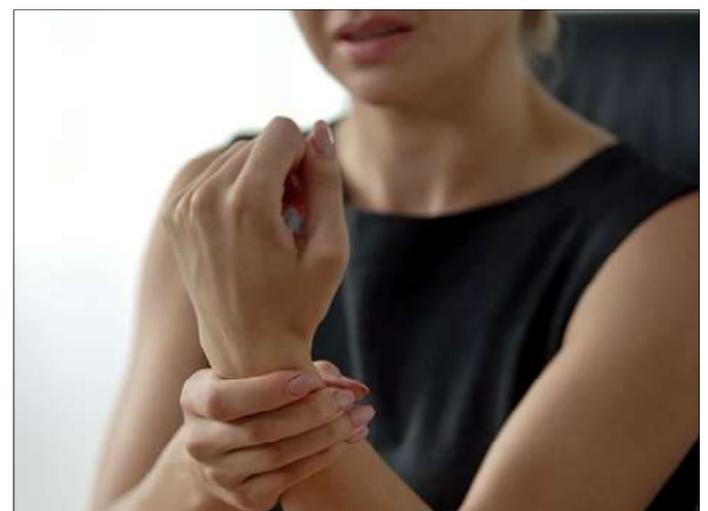
Le traitement de l'arthrite vise à cibler la cause du mal. Des antibiotiques sont donc prescrits dans le cas d'une arthrite de nature infectieuse, des biothérapies (basées sur l'emploi de micro-organismes vivant ou de substances prélevées sur des organismes vivants) sont mises en place pour les arthrites immunitaires, et les anomalies biologiques sont traitées dans les arthrites

d'origine métabolique.

L'arthrose : une altération mécanique de l'articulation

L'arthrose est une pathologie dite «mécanique» : le cartilage articulaire s'abîme peu à peu et va jusqu'à disparaître, laissant les os à vif les uns contre les autres. Si l'arthrose est une maladie qui peut être liée à l'âge, il existe aussi des facteurs favorisant son apparition chez les plus jeunes (un patient sur trois a moins de 40 ans). Les anomalies anatomiques, les traumatismes liés à une grande pratique sportive et la surcharge pondérale (obésité et surpoids) peuvent être à l'origine de l'arthrose. Les articulations les plus touchées sont celles du genou, de la hanche ou de la colonne vertébrale (le cou notamment).

A l'inverse de l'arthrite, l'arthrose entraîne plutôt des douleurs au mouvement, qui diminuent au repos. La déformation de l'articulation est dite



«froide», car elle ne s'accompagne d'aucun signe d'inflammation locale et ne se voit pas.

Comment ça se soigne ?

Le traitement vise principalement à réduire le facteur de risque, avec par exemple un régime diététique dans le cas d'une obésité, ou une chirurgie préventive dans le cas d'une anomalie anatomique. Cependant, une fois installée, l'arthrose nécessite un traitement plus lourd, avec une prise d'antalgiques, d'anti-

inflammatoires et d'anti-arthrosiques.

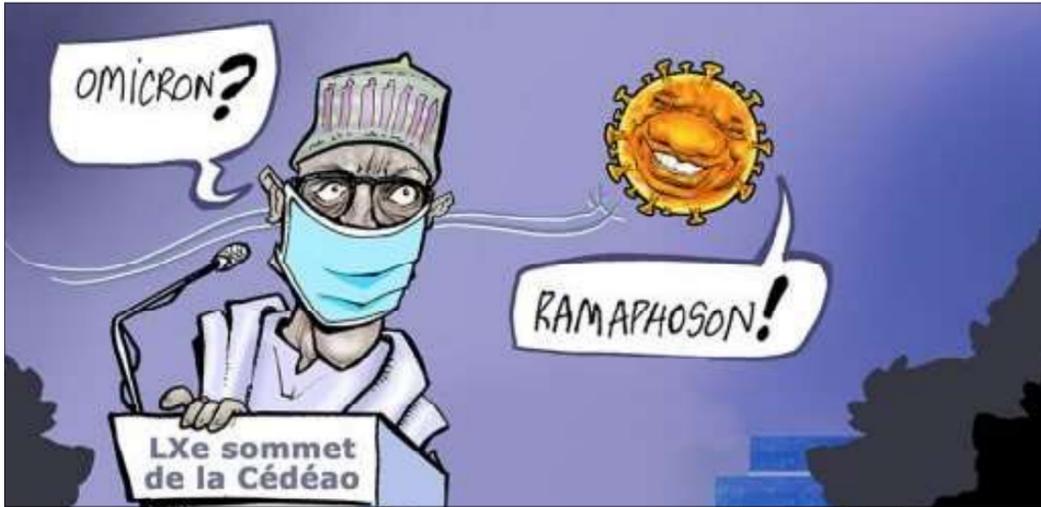
Pour retarder la pose d'une prothèse et soulager le patient, des infiltrations d'acide hyaluronique peuvent être prescrites pour consolider le cartilage. Mais il fait savoir qu'elles ne sont plus remboursées. Et si le sport intense est à proscrire, la pratique d'une activité physique modérée demeure importante pour éviter une prise de poids qui pèse sur l'articulation et qui accélère le phénomène d'arthrose.

Topsante

Covid

Un cluster des présidents ouest-africains dans le sillage de Ramaphosa ?

Alors qu'il revenait d'une tournée en Afrique de l'Ouest et que s'ouvrait le sommet de la Cedeao au Nigeria, le président sud-africain a été testé positif au coronavirus. Gare aux cas contacts...



charge. Sur un continent africain un peu lapidairement qualifié d'« épargné », le gratin politique pourrait être plus largement testé positif, après la récente tournée du président sud-africain...

Cluster de luxe ?

Au Nigeria, en Côte d'Ivoire,

Après avoir délégué toutes les responsabilités présidentielles au vice-président, David Mabuza, pour l'ensemble de la semaine prochaine, le chef d'État est en auto-isolément dans la capitale sud-africaine, suivi par le service de santé militaire de la Force de défense nationale

c'est le même 12 décembre – date du test positif de Ramaphosa – que se sont retrouvés nombre de cas contacts du président sud-africain au 60e sommet de la Cedeao. Un sommet dit ordinaire qui pourrait constituer un cluster de luxe.

De l'eau au moulin complotiste

Les paranoïaques observent que Ramaphosa s'est arrêté à Abuja, que son pays est officiellement la nation africaine la plus touchée par les vagues de coronavirus – avec 3,1 millions de cas au compteur, dont plus de 90 000 morts – et que c'est là que la nouvelle forme de Covid-19 – le variant Omicron – a été détectée le mois dernier.

Mais il y a peut-être moins à craindre des hypocondriaques que des sceptiques du vaccin. Alors que la réticence envers les piqûres anti-Covid est annoncée comme persistante en Afrique de l'Ouest, les complotistes auront beau jeu de surligner que le président sud-africain, 69 ans, était entièrement vacciné. Certes, les tenants de la

vaccination n'ont jamais affirmé que celle-ci empêchait absolument la transmission, mais les adeptes des *fake news* ne s'arrêtent pas à de telles nuances.

Eau potentielle à leur moulin approximatif, une étude sud-africaine de l'Institut africain de recherche sur la santé (AHRI), pas encore approuvée par la communauté scientifique et construite sur un échantillon restreint de douze patients, a récemment avancé qu'« Omicron échappe en partie à l'immunité conférée par le vaccin Pfizer ».

Par Damien Glez

Dessinateur et éditorialiste franco-burkinabè.

P- S Handy

«En Afrique les populations demandent plus de démocratie mais l'offre reste très pauvre»

Assiste-t-on à la fin des régimes démocratiques en Afrique de l'Ouest ? Comment expliquer cette succession de coups d'État, au Mali et en Guinée ? À cela s'ajoutent les cas du Tchad et du Soudan. Face à cette fragilisation des institutions, plusieurs pays entament des périodes de transition, aux durées parfois peu claires. La gestion de ces crises inquiète de nombreux observateurs. À l'image du chercheur Paul Simon Handy, qui dirige le bureau Afrique de l'Est de l'Institut d'études et de sécurité, à Addis-Abeba. Il s'entretient avec Bineta Diagne.

RFI : Le continent africain a connu au moins trois coups d'État cette année au Mali, en Guinée et au Tchad. Qu'est-ce qui explique le retour des militaires aux affaires politiques ?

Paul-Simon Handy : Il s'agit certainement d'une phase conjoncturelle. Si on met tout ceci dans le contexte du processus de construction de l'État qui est un processus très peu linéaire, toutes ces questions soulèvent le questionnement, de l'enracinement de la démocratie libérale. On voit en Afrique que les populations demandent plus de démocratie, mais que l'offre en termes de



démocratie reste très pauvre, voire limitée, ce qui peut aussi constituer une des raisons de la contestation qu'on voit ci et

là des gouvernements en place.

Quand on regarde de près ce qui se passe actuellement au Mali ou

encore en Guinée, on se rend compte qu'on est face à des autorités de la transition qui finalement entretiennent le flou sur

la durée de ces périodes spéciales. Comment peut-on expliquer qu'à la date d'aujourd'hui, on n'a pas vraiment d'idée concrète sur la durée de ces transitions-là ?

Tous les pays qui ont connu un coup d'État en 2021 sont des pays qui ont un passé de gouvernement ou de régime militaire : au Mali, au Tchad, au Soudan et en Guinée. Le problème ou non de la date de la fin de la transition tient du fait que les militaires, qui ont longtemps exercé le pouvoir, qui ont bénéficié de toute sorte de pouvoirs économiques, de retombées économiques de

(Suite à la page 11)

P- S Handy

«En Afrique les populations demandent plus de démocratie mais l'offre reste très pauvre»

ces positions de pouvoir, ont du mal à lâcher. Puisque c'est eux qui détiennent les modes d'exercice de la force, donc on voit qu'ils ont une position de pouvoir qui fait que, pour qu'ils lâchent, il va falloir procéder à des compromis.

Oui. Mais alors, lorsqu'on observe par exemple le cas de la Guinée, on voit que les nouvelles autorités civiles et militaires veulent faire table rase et partir sur de bonnes bases : lutter contre la corruption, rationaliser le fonctionnement des administrations... Et tout cela prend énormément de temps. Est-ce que c'est vraiment le rôle de ces gouvernements de transition de porter des projets aussi lourds ? Est-ce que vous diriez que finalement ces organes de la transition sont un peu trop ambitieux ou simplement qu'ils sortent un peu de leur cadre de travail ?

Définitivement, ce n'est pas le rôle d'une junte militaire qui en plus s'avère être très mal préparée à l'exercice du pouvoir. Ce n'est certainement pas son rôle que de redéfinir les bases sur lesquelles l'État guinéen devrait se reposer. À mon avis, une transition militaire doit être faite pour remettre le pays sur les rails, organiser une sortie de la transition pour que des autorités légitimes puissent se mettre en place. Et c'est ces autorités légitimes qui, en fait, à mon avis, constitueront

la vraie transition. Ce sera à elles d'organiser des sortes d'états généraux. Ce sera à ces nouvelles autorités, légitimes celles-là, parce que résultant d'un processus électoral acceptable, qui devront véritablement jeter les bases d'une nouvelle République. C'est ce qui, à mon avis, justifie la posture relativement jusqu'au-boutiste des organisations régionales qui disent qu'une transition doit durer six mois. **Est-ce qu'il y a des situations qui vous inquiètent en particulier et pour lesquelles on pourrait observer une remise en question de l'autorité de l'État dans les mois à venir ?**

Déjà, les situations que nous avons évoquées. Le Mali et la Guinée m'inquiètent beaucoup. Le Mali parce qu'il est quand même l'épicentre d'une menace qui est celle de l'extrémisme violent, qui a tendance à se généraliser dans le Sahel. Le Tchad où on est certainement parti vers un possible recyclage d'un gouvernement par les militaires. Si cela devait se confirmer, nous verrions sûrement en 2022 d'autres coups d'Etat être organisés avec succès dans d'autres pays africains pour une fois qu'il y aurait une crise politique. Les coups d'Etat militaires sont des anomalies politiques qu'il faudrait, avec le temps, bannir de la grammaire politique en Afrique.

In rfi.fr

RDC-Congo

Comment la rumba a fait chavirer l'Unesco

Cinq ans après la cubaine, la rumba congolaise a fait son entrée au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Un projet porté par Kinshasa et Brazzaville, qui n'ont pas ménagé leurs efforts.

En juin 2019, peu avant sa mort, Fumu Fylla, alors président du Comité rumba du Congo, déclarait : « Le rythme de la rumba congolaise est la cadence même du fleuve Congo, avec ses secousses vertigineuses, avec ses élans impétueux et fusionnels. » C'était lors d'une réunion des comités scientifiques des deux Congos chargés d'élaborer le plaidoyer pour l'inscription de leur rumba sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Indépendance Cha-Cha

Devant opérer le choix d'un élément d'exception, les experts ont opté pour la rumba congolaise « parce qu'elle est l'expression par excellence de notre passion de vivre, de notre résilience, justifiait le document de plaidoyer. Compagne de route et de lutte de l'histoire politique des Congos, elle a fini par devenir, non plus seulement un moment festif et un défouloir, mais un vecteur de mobilisation des consciences populaires/ ».

À ce titre, les chansons/ *Indépendance Cha-Cha*, de la star kinoise Joseph Kabasele (Grand Kallé), et *Pont sur le Congo*,/ du poète brazzavillois engagé Franklin Boukaka, sont des références significatives.

Pour le dossier de candidature, l'Unesco a posé cinq questions essentielles concernant la viabilité de la danse : la reconnaissance des communautés locales, l'intérêt des scientifiques pour la rumba, de même que le degré d'implication des États candidats dans sa sauvegarde et sa promotion, spécialement avec des inventaires fiables comme « pièces à conviction ».

À ces interrogations, les experts ont répondu positivement en indiquant, notamment, que l'histoire montre que la rumba congolaise est de tradition populaire, que la communauté scientifique est arrivée à cerner l'essence et le sens de la chanson. Mais également des « ambiances » – comme disent les Congolais –, à savoir : la danse, la sape, les associations de plaisance et d'entraide, la vocation des « bars »

comme temples de plaisirs, avec leurs rythmes, leurs idoles et leurs « fans », leurs vestales et leurs rituels.

Démarche inédite, l'Institut national des arts de Kinshasa sort progressivement la rumba congolaise de l'oralité, en mettant sur partitions, dans des répertoires périodiques, ses œuvres emblématiques.

Inépuisable créativité

Malgré des accointances génétiques partagées dans les Amériques, notamment dans le giron afro-cubain, des variables substantielles sont apparues. La rumba congolaise se distingue entre autres par la prédominance du lingala, langue « préfabriquée » à partir des parlers vernaculaires de la partie septentrionale du bassin du Congo, puis enrichie par les échanges sur le parcours du fleuve ainsi que par des codes de l'armée coloniale et, surtout, comme support littéraire de la chanson populaire urbaine, dans ses variations à la fois romantiques et satiriques. La rumba congolaise continue de s'approprier les innovations contemporaines de la « world/ music » dans une inépuisable créativité.

La pluralité des influences qui l'ont engendrée autant que le succès mondial de ses différentes déclinaisons font reconnaître la rumba comme porteuse d'une identité sociale transversale qui la hisse à la notoriété planétaire.

En fin de compte, pour nous Congolais, notamment les professionnels et les entrepreneurs culturels, l'inscription de la rumba congolaise sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité n'est que le point de départ de la vraie aventure de sa promotion, de sa sauvegarde et de sa viabilité. Pour qu'au centre d'un continent inventif, entreprenant, la rumba soit la métaphore d'un grand Congo (celui de Lumumba, de Kabasele, de Boukaka, de Tchicaya U Tam'si), cœur battant d'une Afrique vivante.

Par André Yoka Lye

Président de la Commission mixte RDC-Congo pour la promotion de la rumba

Billet

« Vivre au jour le jour, voilà la définition du prolétaire », a écrit Gilbert Cesbron, écrivain français du XX^e siècle. Ce constat d'une triste réalité peut se faire sous tous les ciels et dans tous les temps. A retenir cependant que la majorité des prolétaires d'aujourd'hui se trouve dans les pays du Sud, notamment en Afrique.

Walaoulou BILIVOGUI

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS
SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

Jouons responsable